

Résumés des articles

Stratégie de Lisbonne et réformes structurelles en Europe

Bruno Amable, Lïlas Demmon, Ivan Ledezma

La stratégie de Lisbonne, mise en place en 2000 dans le but de favoriser la croissance et l'emploi en développant une économie européenne fortement compétitive, constitue un ensemble incohérent de libéralisme économique, d'aspirations sociale-démocrates et de déterminisme technologique néo-schumpétérien. Cet article présente le cadre macro-économique de la stratégie de Lisbonne et remet en question l'idée – qui fait généralement l'objet d'un consensus – que l'Europe est à la traîne derrière les Etats-Unis en termes de productivité et d'innovation. Il souligne les implications des lignes directrices intégrées les plus importantes qui devraient être suivies par les pays membres afin de mettre en œuvre l'agenda de Lisbonne. Il soutient en outre que celles-ci représentent plutôt un programme néolibéral qu'un renouvellement du modèle social européen. Cet article s'appuie par la même occasion sur les résultats de travaux empiriques qui ont testé l'efficacité de différentes mesures de libéralisation du marché, mises en avant par l'agenda de Lisbonne. Ils indiquent qu'aucun résultat significatif ne devrait en être attendu au sein de ces deux secteurs clés : l'innovation et l'emploi.

Batailles d'idées dans l'espace européen : la lutte contre le chômage et le combat pour le nommer

Amparo Serrano Pascual

Les institutions européennes constituent de plus en plus un espace de référence dans le domaine du travail et des politiques sociales. Dans cet article, l'auteure préconise, lorsqu'il s'agira d'analyser les propositions formulées par ces institutions, l'adoption d'une approche analytique à double facette. Il est essentiel de se focaliser sur la manière dont les institutions européennes traitent les questions sociales et d'emploi ; il est tout aussi

important de mener une « méta-analyse » de leurs propositions. En s'appuyant sur la notion polysémantique et ambiguë de « flexicurité », présentée dans le discours politique comme une réponse aux nouveaux défis posés par l'emploi, cet article souligne les nouvelles manières d'aborder la question sociale proposées par les institutions européennes.

La participation dans la stratégie de Lisbonne (et au-delà). Une comparaison des MOC sur la stratégie européenne pour l'emploi et les retraites

David Natali, Caroline de la Porte

Le présent article entend jeter un éclairage sur la mise en œuvre concrète de la stratégie de Lisbonne quant à son cadre de gouvernance et à la participation (des partenaires sociaux) en particulier. L'accent est mis sur la stratégie européenne pour l'emploi (SEE) (telle que définie dans le traité d'Amsterdam de 1997 et intégrée ensuite dans la stratégie de Lisbonne plus large, adoptée en 2000) ainsi que sur la méthode ouverte de coordination pour les pensions (le processus de coordination douce des réformes des régimes de pension, convenu au Conseil de Stockholm en 2001). Alors que le discours de l'UE met fortement l'accent sur le partenariat social, les deux cas évoqués dans cet article montrent les limites de la participation. La participation des partenaires sociaux variant considérablement d'un processus de coordination à l'autre, il est clair que les attentes relatives à une participation accrue n'ont pas été rencontrées dans la stratégie de Lisbonne.

Fonctionnalisme contre Westphalisme : le miroir de la politique de l'emploi

George Ross

Il apparaît qu'un certain nombre d'idées phares de la stratégie de Lisbonne découlent du livre blanc *Croissance, compétitivité et emploi* de la Commission Delors de 1993, dont on pourrait dire qu'il a été le premier grand effort de l'Union européenne pour mettre en présence les réalités économiques et sociales de la globalisation. A l'époque, le livre blanc n'était pas parvenu à atteindre les résultats escomptés. Cependant, le noyau des problèmes du marché de l'emploi soulevés par le livre blanc avait été abordé par le traité d'Amsterdam, qui a initié la stratégie européenne de l'emploi et sa méthodologie innovatrice, la méthode ouverte de coordination (MOC). Peu après, la stratégie de Lisbonne a élargi cette approche, lui conférant une mission nouvelle visant à améliorer la compétitivité de l'Union européenne, qui s'est largement appuyée sur la MOC. Les Etats membres de l'UE, jaloux de leurs prérogatives en matière de politiques économiques, de marché du travail et de politiques sociales, se sont refusés à ce que l'UE soit impliquée de manière significative dans la coordination et la mise en œuvre transnationales dans ces domaines. Les résultats n'ont en rien égalé

le soutien massif à Lisbonne apporté par les intellectuels progressistes et des politiciens de centre gauche. Dans les domaines politiques sensibles abordés par le livre blanc de 1993, la SEE et la stratégie de Lisbonne, des contradictions entre l'inter-gouvernementalisme et le besoin d'une coordination au niveau européen ont débouché sur des résultats décevants.

**La stratégie de Lisbonne après une décennie :
revue critique d'une littérature pluridisciplinaire**

David Natali

Cet article donne un bref aperçu de la littérature sur la stratégie de Lisbonne. Il a pour objectif de mettre en évidence le changement d'attitude des experts et du monde académique à l'égard de la stratégie (à la fois à son lancement en 2000 et durant son évolution, en passant par sa révision à mi-parcours en 2004-2005). L'article met l'accent sur trois questions principales : les fondements politiques et économiques de la stratégie, l'utilisation de la participation pour accroître la légitimité démocratique de l'UE et le potentiel cognitif de la stratégie au moyen de dynamiques d'apprentissage. Trois tensions importantes semblent mériter une plus grande attention politique et analytique. La première tension a trait à la réforme du modèle social européen ; la seconde se rapporte au compromis ambigu entre la supposée dépolitisation des réformes socio-économiques grâce à la stratégie de Lisbonne et l'objectif d'améliorer la participation des parties prenantes. Quant à la troisième tension, elle concerne le respect des compétences nationales, d'une part, et l'amélioration de l'efficacité de la stratégie, afin de créer des répertoires cognitifs et normatifs, d'autre part. Pour toutes ces tensions, le projet de Lisbonne a apporté une première réponse mais celle-ci n'est pas définitive.

English Abstracts

The Lisbon strategy and structural reforms in Europe

Bruno Amable, Lilas Demmon, Ivan Ledezma

The Lisbon strategy, launched in 2000 to promote growth and employment by developing a highly competitive European economy, is an incoherent mixture of economic liberalism, social democratic aspirations and

neo-Schumpeterian technological determinism. This article presents the macroeconomic environment of the Lisbon strategy and calls into question the generally accepted notion that Europe lags behind the USA in terms of productivity and innovation. It discusses the implications of the most important integrated guidelines that member countries should follow to implement the Lisbon agenda and argues that they represent more a neoliberal programme than a renewal of the European social model. This article also presents the results of empirical work that tested the effectiveness of the various market liberalisation measures promoted by the Lisbon agenda. These results show that one should not expect significant results in two key areas: innovation and employment.

The battle of ideas in the European field: the combat to defeat unemployment and the struggle to give it a name

Amparo Serrano Pascual

The European institutions have taken up a key role in selecting and defining the notions underpinning labour and social policies. It is argued in this article that there is a need, in analysing the ideas put forward by these institutions, to maintain, in parallel, a twofold analytical stance. While it is necessary to focus on the European institutions' preferred modes of governance in relation to employment and social questions, it is equally important to conduct a 'meta-analysis' of their policy formulations. Taking as a prime example the ambiguous and polyphonic notion of 'flexicurity', presented in the policy discourse as a response to the new challenges of work, this article discusses the new modes of governance proposed by the European institutions in relation to 'the social question'.

Participation through the Lisbon strategy: comparing the European Employment Strategy and pensions OMC

David Natali, Caroline de la Porte

The present article aims to shed light on the concrete implementation of the Lisbon strategy with regard to its governance framework and to participation (of social partners) in particular. The focus is on the European Employment Strategy (EES) (defined in the Amsterdam Treaty of 1997 and then integrated into the broader Lisbon strategy that emerged in 2000) and the open method of coordination on pensions (the process of soft coordination of pension reforms agreed at the Stockholm Council of 2001). While the EU discourse has a strong emphasis on social partnership, evidence from the two cases in this article shows limited participation. While social partner access varies considerably between coordination processes, it is evident that expectations concerning increased participation have not been fulfilled in the Lisbon strategy.

Functionalism vs. Westphalia: the looking glass of employment policy

George Ross

Many key ideas in the Lisbon strategy can be traced back to the Delors Commission's 1993 White Paper on *Growth, Competitiveness and Employment*, arguably the EU's first major effort to confront the economic and social realities of globalisation. At the time, the White Paper failed to achieve the results it sought. However, the core of the White Paper's labour market issues was taken up by the Amsterdam Treaty, which initiated the European Employment Strategy and its innovative methodology, the open method of coordination (OMC). The Lisbon strategy, which followed soon thereafter, broadened this approach into a new mission to enhance the competitiveness of the EU, which used the OMC extensively. However, EU Member States, zealous of their prerogatives in economic, labour market and social policies, were unwilling to grant the EU level significant roles for transnational coordination and implementation in these areas. The results have not matched the outpouring of support for Lisbon from progressive intellectuals and centre-left politicians. In the critical policy areas that the 1993 White Paper, the EES and the Lisbon strategy have addressed, contradictions between intergovernmentalism and the need for European coordination have led to suboptimal results.

The Lisbon strategy a decade on: a critical review of a multi-disciplinary literature

David Natali

This article provides a brief review of the literature on the Lisbon strategy. The aim is to shed light on the changing attitudes of experts and academics towards the strategy (both on its launch in 2000 and during its subsequent evolution through the mid-term review of 2004-2005). The focus of the article is on three main questions: the political and economic rationale of the strategy, the use of participation to increase EU democratic legitimacy and the cognitive potential of the strategy through learning dynamics. Three broad tensions seem to require more political and analytical attention. The first tension has to do with the reform of the European social model; the second is related to the ambiguous compromise between the supposed depoliticisation of socio-economic reforms through the Lisbon strategy and the aim of improving participation of stakeholders; and the third tension has to do with the respect of national competences on the one hand, and the improvement of strategy's efficacy to shape cognitive and normative maps on the other. For all these, the Lisbon project has represented a first, but not definitive, answer.